

Ligne	Bureau des finances de	Cachet ou date d'arrivée
1		
2	<b>Formulaire d'enregistrement au regard de la</b>	
3	<b>TVA des entrepreneurs établis à l'étranger</b>	
4		
5	<b>1. Informations générales</b>	
6	<b>1.1 Informations sur l'entreprise</b>	
7	Société (selon le registre du commerce)	
8	ou, dans le cas d'un entrepreneur individuel :	
9	Nom	Prénom
10	Nom de naissance, le cas échéant	
11	Profession exercée	Date de naissance (JJ/MM/AAAA)
12	Numéro d'identification	
13	Siège de la société ou lieu de résidence de l'entrepreneur individuel	
14	Rue	
15	Numéro de rue	Complément du numéro de rue
16	Code postal / Commune	
17	État étranger	
18	Commune différente de la direction, le cas échéant	
19	Rue	
20	Numéro de rue	Complément du numéro de rue
21	Code postal / Commune	
22	État étranger	
23	<b>1.2 Entités et sociétés</b>	
24	L'entreprise est une entité ou une société établie à l'étranger.	
25	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui, merci de bien vouloir joindre le feuillet Entités et sociétés « FsEEBIKoeGes ».	
26	<b>1.3 Moyens de communication</b>	
27	Indicatif international	Indicatif national
28	Indicatif international	Indicatif national
29	Numéro d'appel	
30	Numéro d'appel	
31	Courrier électronique	
32	Adresse Internet	
33	Remarque : Si vous souhaitez consentir à l'envoi de courriers électroniques non cryptés par le bureau des finances, une déclaration de consentement fournie dans le Land compétent doit être envoyée séparément à cet effet (numéro 4).	

Ligne

31

**Nom**

selon les lignes 7 et 9

32

**1.4 Nature de(s) l'activité(s) exercée(s) en Allemagne (description exacte de la branche d'activité)**

33

34

35

36

**1.5 Conseil fiscal**

Société

37

ou Nom

Prénom

38

Rue

39

Numéro de rue

Complément du numéro de rue

Complément d'adresse

40

Code postal / Commune

41

État étranger, le cas échéant

42

Moyens de communication

43

Téléphone

Indicatif international

Indicatif national

Numéro d'appel

44

Indicatif international

Indicatif national

Numéro d'appel

45

Courrier électronique

46

47

☐ La procuration séparée est jointe.

48

☐ La présentation de la procuration se fait par la banque de données des procurations (article 80a du Code des impôts).

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

Ligne	Nom selon les lignes 7 et 9		
61			
62	<b>1.6 Mandataire habilité à recevoir des notifications</b>		
63	<input type="checkbox"/> Le conseil fiscal figurant au point 1.5 est mandataire habilité à recevoir des notifications.		
64	ou		
65	Société		
66	ou		
67	Nom	Prénom	
68	Rue		
69	Numéro de rue	Complément du numéro de rue	Complément d'adresse
70	Code postal / Commune		
71	État étranger, le cas échéant		
72	Moyens de communication		
73	Indicatif international	Indicatif national	Numéro d'appel
74	Indicatif international	Indicatif national	Numéro d'appel
75	Courrier électronique		
76	<input type="checkbox"/> La procuration de réception séparée est jointe.		
77	<input type="checkbox"/> La présentation de la procuration de réception se fait par la banque de données des procurations (article 80a du Code des impôts).		
78	<b>Remarque :</b> Dans les cas visés à l'article 22f, paragraphe 1, phrase 2 de la loi sur la TVA, les entrepreneurs qui n'ont pas leur domicile, leur résidence habituelle, leur siège ou leur direction en République fédérale d'Allemagne, dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État auquel l'accord sur l'Espace économique européen est applicable doivent désigner, lorsqu'ils demandent à être enregistrés à des fins fiscale, un <b>mandataire habilité à recevoir des notifications en République fédérale d'Allemagne.</b>		
80	<b>1.7 Coordonnées bancaires pour les remboursements d'impôts / le système de prélèvement SEPA</b>		
81	Tous les remboursements d'impôts doivent être effectués sur le compte dont les coordonnées sont les suivantes :		
82	IBAN (établissement bancaire national)		
83	Nom (établissement bancaire étranger)		
84	Adresse (établissement bancaire étranger)		
85	IBAN (établissement bancaire étranger)		
86	Code BIC / SWIFT (correspondant à la ligne 83)		
87	<input type="checkbox"/> Titulaire du compte selon la ligne 7	<input type="checkbox"/> titulaire de compte différent(e), le cas échéant selon la ligne 9 ou	
88	Souhaitez-vous participer au <b>système de prélèvement SEPA</b> , le mode de paiement le plus simple pour les deux parties ( <b>seulement pour un compte national</b> ) ?		
89	<input type="checkbox"/> Oui. Le mandat de débit SEPA rempli est joint.		
90			

Ligne

91	<b>Nom</b>		
	selon les lignes 7 et 9		
92	<b>1.8 Installations</b>		
93	Les installations fixes d'affaires ou installations suivantes sont gérées en <b>République fédérale d'Allemagne</b> (par exemple succursales, bureaux, usines, services de coordination, agences, bureaux de vente, comptoirs, ateliers, entrepôts, stocks en consignation) :		
94	N° d'ordre	Description	
	0 0 1		
95		Rue	
96		Numéro de rue	Complément du numéro de rue    Complément d'adresse
97		Code postal	Commune
98		Téléphone	
		Indicatif international    Indicatif national    Numéro d'appel	
99			
100	N° d'ordre	Description	
	0 0 2		
101		Rue	
102		Numéro de rue	Complément du numéro de rue    Complément d'adresse
103		Code postal	Commune
104		Téléphone	
		Indicatif international    Indicatif national    Numéro d'appel	
105			
106	N° d'ordre	Description	
	0 0 3		
107		Rue	
108		Numéro de rue	Complément du numéro de rue    Complément d'adresse
109		Code postal	Commune
110		Téléphone	
		Indicatif international    Indicatif national    Numéro d'appel	
111			
112	N° d'ordre	Description	
	0 0 4		
113		Rue	
114		Numéro de rue	Complément du numéro de rue    Complément d'adresse
115		Code postal	Commune
116		Téléphone	
		Indicatif international    Indicatif national    Numéro d'appel	
117	Si le nombre d'installations est supérieur à quatre :		
118		Le feuillet séparé Installations (FsEEBIEinr) numéroté est joint.	
119			
120			

Ligne				
121	<b>Nom</b> selon les lignes 7 et 9			
122	<b>1.9 Enregistrement à des fins fiscales en Allemagne</b>			
123	<input type="checkbox"/>	Non		
124	<input type="checkbox"/>	Oui (merci de bien vouloir fournir les informations suivantes :)		
125	<input type="checkbox"/>	Impôt sur le salaire	Bureau des finances de	Numéro fiscal
126	<input type="checkbox"/>	Impôt sur les sociétés		
127	<input type="checkbox"/>	Impôt sur le revenu		
128	<input type="checkbox"/>	Taxe sur la valeur ajoutée		
129	<b>1.10 Durée de l'activité en République fédérale d'Allemagne</b>			
130	Début	(JJ.MM.AAAA)	Fin probable	(JJ.MM.AAAA) Fin probable non connue
131	<b>1.11 Enregistrement fiscal à l'étranger</b>			
132	L'entreprise est enregistrée auprès des services fiscaux étrangers suivants :			
133	Bureau des finances de			
134	Numéro fiscal			
135	Pour les entrepreneurs de l'UE :			
136	Numéro d'identification TVA			
137	Pour les entrepreneurs de pays tiers :			
138	<input type="checkbox"/>	une attestation de domicile délivrée par l'autorité fiscale étrangère est jointe.		
139				
140				
141				
142				
143				
144				
145				
146				
147				
148				
149				
150				

Ligne		
151	<b>Nom</b>	
	selon les lignes 7 et 9	
152	<b>2. Nature des chiffres d'affaires</b>	
153	<b>2.1 Nature des chiffres d'affaires en Allemagne</b>	
154	(Merci de bien vouloir joindre sur un feuillet séparé des explications détaillées des itinéraires des marchandises et des services !)	
155	<input type="checkbox"/>	Livraisons de marchandises
156		Nature des marchandises : <input type="text"/>
157	<input type="checkbox"/>	Autres prestations
158		Nature des autres prestations : <input type="text"/>
159	<input type="checkbox"/>	Livraisons de travaux à façon conformément à l'article 3, paragraphe 4 de la loi sur la TVA (par exemple livraison <b>et</b> montage)
160	<input type="checkbox"/>	Services de voyage
161	<b>2.2 Les chiffres d'affaires sont réalisés pour le client suivant :</b>	
162	<input type="checkbox"/>	Particuliers
163	<input type="checkbox"/>	Entrepreneurs (article 2 de la loi sur la TVA)
164	<input type="checkbox"/>	Personnes morales en tant que non-entrepreneurs
165	<b>2.3 En cas de livraisons, l'imposabilité en Allemagne résulte des motifs suivants :</b>	
166	<input type="checkbox"/>	Mouvement de marchandises national
167	<input type="checkbox"/>	Livraisons intracommunautaires en provenance d'Allemagne
168	<input type="checkbox"/>	Livraisons à l'exportation dans des pays tiers en provenance d'Allemagne
169	<input type="checkbox"/>	Vente à distance conformément à l'article 3c de la loi sur la TVA (par exemple livraisons à des particuliers)
170	<input type="checkbox"/>	Autres : <input type="text"/>
171	<b>2.4 Des marchandises sont importées en Allemagne et ensuite</b>	
172	<input type="checkbox"/>	vendues directement à un client en Allemagne
173	<input type="checkbox"/>	utilisées exclusivement pour des livraisons de travaux à façon en Allemagne
174	<input type="checkbox"/>	livrées directement / introduites pour usage propre sur le reste du territoire de la Communauté
175	<input type="checkbox"/>	livrées directement sur le territoire tiers
176	<input type="checkbox"/>	transférées directement dans un entrepôt en Allemagne (merci de bien vouloir joindre les contrats de stockage)
177	<b>2.5 Opérations en amont</b>	
178	<input type="checkbox"/>	Livraisons de travaux à façon ou autres prestations en tant que redevable au sens de l'article 13b, paragraphe 5 de la loi sur la TVA
179	<input type="checkbox"/>	Acquisitions intracommunautaires en Allemagne au sens de l'article 1, paragraphe 1, numéro 5 de la loi sur la TVA
180	<input type="checkbox"/>	Dette fiscale pour les opérations triangulaires intracommunautaires au sens de l'article 25b, paragraphe 2 de la loi sur la TVA

Ligne	<b>Nom</b>			
181	selon les lignes 7 et 9			
182	<b>3. Informations sur la déclaration et le reversement de la TVA</b>			
183	<b>3.1 Montant des chiffres d'affaires en Allemagne</b>			
	(estimé)	l'année de l'ouverture de l'établissement EUROS	l'année suivante EUROS	
184				
185	<b>3.2 Montant de l'impôt à verser / Excédent</b>			
	(estimé)	EUROS		
186	<input type="checkbox"/>	1 = Montant de l'impôt à verser (estimé)	Montant	
	<input type="checkbox"/>	2 = Excédent (estimé)		
187	<input type="checkbox"/> Le mois calendaire est choisi à la place du trimestre civil comme période pour laquelle une déclaration périodique provisoire doit être déposée, car l'excédent dépasse vraisemblablement les limites de l'article 18, paragraphe 2a, phrase 1 au sens du paragraphe 2, phrase 6 de la loi sur la TVA.			
188	<b>3.3 Exonération fiscale</b>			
	Des chiffres d'affaires exonérés totalement ou partiellement conformément à l'article 4 de la loi sur la TVA sont réalisés :			
189	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui	Nature du chiffre d'affaires / de l'activité	(article 4, n° de la loi sur la TVA)
190				
191	<b>3.4 Taux d'imposition</b>			
	Des chiffres d'affaires soumis au taux réduit d'imposition conformément à l'article 12, paragraphe 2 de la loi sur la TVA sont réalisés :			
192	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui	Nature du chiffre d'affaires / de l'activité	(article 12, paragraphe 2, n° de la loi sur la TVA)
193	Des chiffres d'affaires soumis totalement ou partiellement au taux réduit d'imposition conformément à l'article 12, paragraphe 3 de la loi sur la TVA (appelé « taux d'imposition nul ») sont réalisés :			
194	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui	Nature du chiffre d'affaires / de l'activité	
195	<b>3.5 Imposition au taux moyen</b>			
	Des chiffres d'affaires exonérés totalement ou partiellement soumis à l'imposition au taux moyen conformément à l'article 24 de la loi sur la TVA sont réalisés :			
196	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui	Nature du chiffre d'affaires / de l'activité	(article 24, paragraphe 1, n° de la loi sur la TVA)
197				
198	<b>3.6 Imposition théorique / imposition réelle des rémunérations</b>			
	La TVA est calculée d'après	<input type="checkbox"/>	les rémunérations convenues ( <b>imposition théorique</b> ).	
199		ou		
		<input type="checkbox"/>	les rémunérations perçues. L' <b>imposition réelle</b> est demandée, car	
200		<input type="checkbox"/>	le chiffre d'affaires total extrapolé à l'année civile pour l'année de création ne s'élèvera vraisemblablement pas à plus de 600 000 euros.	
201		<input type="checkbox"/>	la société est exonérée, conformément à l'article 148 du Code des impôts, de l'obligation de tenir des registres et d'établir des comptes périodiques sur la base de bilans annuels.	
202				
203				
204				
205				
206				
207				
208				
209				
210				

Ligne

211

**Nom**  
selon les lignes 7 et 9

212

### 3.7 Numéro d'identification TVA

213

☐ Un numéro d'identification TVA est nécessaire pour participer à l'échange intracommunautaire de marchandises et de services.

214

**Informations supplémentaires** pour les personnes morales qui ne sont pas des entrepreneurs ou qui n'acquièrent pas d'objets pour leur entreprise :

215

Un numéro d'identification TVA est demandé, au motif que

216

☐ des acquisitions intracommunautaires sont imposables, car le seuil d'acquisition de 12 500 euros par an

217

☐ est vraisemblablement dépassé (article 1a, paragraphe 3 de la loi sur la TVA).

218

☐ n'est vraisemblablement pas dépassé, mais il est renoncé à la règle du seuil d'acquisition pour une durée d'au moins deux années civiles (article 1a, paragraphe 4 de la loi sur la TVA).

219

☐ des véhicules neufs ou certaines marchandises soumises à accises sont acquis (article 1a, paragraphe 5 de la loi sur la TVA).

220

☐ Un numéro d'identification TVA est nécessaire pour les échanges de biens sur Internet par l'intermédiaire d'une / de plusieurs interface(s) électronique(s) au sens de l'article 25e, paragraphe 5 de la loi sur la TVA.

221

☐ Le numéro d'identification TVA suivant a déjà été attribué pour une activité antérieure :

Numéro  
d'identification  
TVA

DE

(JJ.MM.AAAA)

Date d'attribution

222

### 3.8 Remboursement de la TVA supportée en amont (Office central fédéral des impôts)

Des demandes de remboursement des montants de TVA supportée en amont ont-elles été faites dans le passé pour l'entreprise ?

223

☐ Non ☐ Oui Merci de bien vouloir indiquer la période et les références.

224

Période  
(JJ.MM.AAAA)

(JJ.MM.AAAA)

Références

225

### 3.9 Numéro EORI

(Economic Operators' Registration and Identification number - Numéro d'enregistrement et d'identification des opérateurs économiques)

226

Numéro EORI, s'il a été attribué :

227

### 3.10 Procédure d'imposition spéciale « Guichet unique » pour les entrepreneurs établis dans un autre État membre de l'Union européenne

228

Seulement pour les livraisons effectuées au sein d'un État membre par un opérateur d'interfaces électroniques (article 3, paragraphe 3a, phrase 1 de la loi sur la TVA), les ventes à distance intracommunautaires (article 3c, paragraphe 1, phrases 2 et 3 de la loi sur la TVA) et les autres prestations effectuées pour un non-entrepreneur établi en Allemagne :

229

230

☐ La société recourra ou recourt déjà à la procédure d'imposition spéciale (« Guichet unique - règle UE » ; article 18j de la loi sur la TVA).

231

Les chiffres d'affaires concernés sont déclarés à l'autorité compétente dans l'État de résidence.

232

☐ La société réalise exclusivement les chiffres d'affaires mentionnés ci-dessus, qui sont déclarés dans le cadre de la procédure d'imposition spéciale (« Guichet unique - règle UE »).

233

☐ La société réalise, en plus des chiffres d'affaires mentionnés ci-dessus, d'autres chiffres d'affaires qui sont imposables en Allemagne.

234

☐ La société

- est établie seulement dans un État membre et

- effectue des ventes à distance intracommunautaires (article 3c, paragraphe 1, phrases 2 et 3 de la loi sur la TVA), des services de télécommunications, des services de radiodiffusion et de télévision ou d'autres prestations effectuées par voie électronique pour un non-entrepreneur établi sur le reste du territoire de la Communauté.

235

Le montant total - hors TVA - de ces chiffres d'affaires ne dépasse pas 10 000 euros, ni pour l'année civile considérée, ni pour l'année civile précédente.

236

237

☐ Les chiffres d'affaires concernés de la société sont imposables dans l'État de résidence.

238

☐ La société renonce pour au moins deux années civiles à l'imposition des chiffres d'affaires concernés dans l'État de résidence.

239

☐ La société recourt ou recourra à la procédure d'imposition spéciale (« Guichet unique - règle UE » ; article 18j de la loi sur la TVA). La société déclare les chiffres d'affaires concernés à l'autorité compétente dans l'État de résidence.

240

☐ La société déclare les chiffres d'affaires concernés directement en Allemagne.



Ligne	Nom
241	selon les lignes 7 et 9
242	<b>3.11 Procédure d'imposition spéciale « Guichet unique - règle non-UE » pour les autres prestations effectuées par des entrepreneurs non établis sur le territoire de la Communauté</b>
243	Seulement pour les autres prestations effectuées par un entrepreneur non établi sur le territoire de la Communauté pour des non-entrepreneurs sur le territoire de la Communauté :
244	<input type="checkbox"/> La société recourra ou recourt déjà à la procédure d'imposition spéciale (« Guichet unique - règle non-UE » ; article 18i de la loi sur la TVA). La société déclare les chiffres d'affaires concernés à l'autorité compétente dans l'État de l'UE dans lequel la participation à cette procédure a été notifiée.
245	
246	<input type="checkbox"/> La société réalise exclusivement les chiffres d'affaires mentionnés ci-dessus, qui sont déclarés dans le cadre de la procédure d'imposition spéciale (« Guichet unique - règle non-UE »).
247	<input type="checkbox"/> La société réalise, en plus des chiffres d'affaires mentionnés ci-dessus, d'autres chiffres d'affaires qui sont imposables en Allemagne.
248	<b>3.12 Chiffres d'affaires dans le domaine des échanges de biens sur Internet</b>
249	Informations sur le canal de distribution
250	<input type="checkbox"/> La société ou l'entrepreneur individuel vend sur sa propre boutique Internet. Adresse Internet (URL) <input type="text"/>
251	<input type="checkbox"/> La société ou l'entrepreneur individuel exercera son activité par l'intermédiaire d'une / de plusieurs interface(s) électronique(s) au sens de l'article 25e, paragraphe 5 de la loi sur la TVA. Une interface électronique au sens de l'article 25e, paragraphe 5 de la loi sur la TVA est un marché électronique, une plateforme électronique, un portail électronique ou une structure semblable.
252	Dans ce cas, il convient de remplir le feuillet Échange de biens sur Internet ( <b>FsEEBIIInternet</b> ).
253	<b>Remarque :</b> Un numéro d'identification TVA est nécessaire pour justifier de l'enregistrement fiscal vis-à-vis de l'opérateur de l'interface (numéro 3.7).
254	<b>3.13 Qualité de redevable du bénéficiaire dans le cas de travaux de construction et / ou de services de nettoyage de bâtiments</b>
255	<input type="checkbox"/> L'octroi d'un justificatif de la qualité de redevable du bénéficiaire dans le cas de travaux de construction et / ou de services de nettoyage de bâtiments est demandé (formulaire USt 1 TG).
256	<input type="checkbox"/> Le montant des travaux de <b>construction effectués</b> au sens de l'article 13b, paragraphe 2, numéro 4 de la loi sur la TVA dépasse vraisemblablement 10 % du chiffre d'affaires mondial (somme des chiffres d'affaires imposables et non imposables en Allemagne).
257	<input type="checkbox"/> Le montant des services de nettoyage de <b>bâtiments effectués</b> au sens de l'article 13b, paragraphe 2, numéro 8 de la loi sur la TVA dépasse vraisemblablement 10 % du chiffre d'affaires mondial (somme des chiffres d'affaires imposables et non imposables en Allemagne).
258	<b>Remarque :</b> Les conditions nécessaires à l'octroi de l'attestation doivent être présentées de manière convaincante et adéquate dans une annexe.
259	<b>3.14 Transports de personnes</b>
260	Des transports de personnes sont effectués :
261	<input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui (Merci de bien vouloir remplir le feuillet Transports de personnes ( <b>FsEEBIPersb</b> ).)
262	<b>3.15 Remise de déclarations périodiques / Demande de prolongation permanente des délais</b>
263	Les entrepreneurs ont jusqu'au 10 <sup>ème</sup> jour à compter de la fin de la période pour laquelle une déclaration périodique doit être déposée pour transmettre par voie informatique authentifiée une déclaration périodique par un jeu de données prescrit officiellement (article 18, paragraphe 1, phrase 1 de la loi sur la TVA), dans laquelle la taxe pour la période pour laquelle une déclaration périodique doit être déposée (acompte) doit elle-même être calculée. Un certificat est nécessaire à la transmission électronique authentifiée. Vous pouvez obtenir ce certificat après vous être inscrit gratuitement à l'adresse <a href="http://www.elster.de">www.elster.de</a> . Veuillez noter que l'enregistrement peut prendre jusqu'à deux semaines (sans prise en compte des délais postaux). Vous trouverez à la page <a href="http://www.elster.de/elsterweb/softwareprodukt">www.elster.de/elsterweb/softwareprodukt</a> des programmes de transmission électronique.
264	
265	<input type="checkbox"/> La société ou l'entrepreneur individuel fera une demande de prolongation d'un mois des délais de transmission des déclarations périodiques et d'acquittement des acomptes de TVA.
266	Dans le cas de l'obligation de remettre tous les mois des déclarations périodiques, un acompte exceptionnel doit être calculé et acquitté. La demande de prolongation permanente des délais / de déclaration de l'acompte exceptionnel doit être transmise par voie informatique authentifiée par un jeu de données prescrit officiellement (article 48, paragraphe 1, phrase 2 du règlement d'application de la TVA). Des informations sur ce sujet sont disponibles à l'adresse <a href="http://www.elster.de">www.elster.de</a> .
267	
268	
269	
270	

Ligne		
211	<b>Nom</b> <small>selon les lignes 7 et 9</small>	
212		
213	<b>4. Annexes</b>	
214	<input type="checkbox"/> Feuillelet Entités et sociétés (FsEEBIKoeGes) (numéro 1.2)	<input type="checkbox"/> Feuillelet Installations (FsEEBIEinr) (numéro 1.8)
215	<input type="checkbox"/> Contrats (feuillelet Entités et sociétés (FsEEBIKoeGes) - numéro 2) (numéro 1.2)	<input type="checkbox"/> Attestation de domicile (numéro 1.11)
216	<input type="checkbox"/> Extrait du registre (étranger) (feuillelet Entités et sociétés (FsEEBIKoeGes) - numéro 3) (numéro 1.2)	<input type="checkbox"/> Explications des itinéraires des marchandises et des services (numéro 2.1)
217	<input type="checkbox"/> Feuillelet Détenteurs de parts (FsEEBIAnt) relatif au feuillelet Entités et sociétés	<input type="checkbox"/> Contrats de stockage (numéro 2.4)
218	<input type="checkbox"/> Consentement à l'envoi de courriers électroniques non cryptés par les autorités fiscales selon l'article 87a, paragraphe 1, phrase 3, demi-phrase 2 du Code des impôts (numéro 1.3)	<input type="checkbox"/> Feuillelet Échange de biens sur Internet (FsEEBIInternet) (numéro 3.12)
219	<input type="checkbox"/> Procuration (numéro 1.5)	<input type="checkbox"/> Justificatif Qualité de redevable (numéro 3.13)
220	<input type="checkbox"/> Procuration de réception (numéro 1.6)	<input type="checkbox"/> Feuillelet Transports de personnes (FsEEBIPersb) (numéro 3.14)
221	<input type="checkbox"/> Mandat de débit SEPA (numéro 1.7)	<input type="checkbox"/>
222		
223		
224		
225		
226		
227	<b>Remarque :</b> Les renseignements à porter dans le présent formulaire sont requis sur la base des articles 27, 85, 88, 90, 93 et 97 du Code des impôts.	
228	<b>Remarque concernant la protection des données :</b> Veuillez trouver dans la lettre d'information générale de l'administration fiscale des informations relatives au traitement des données à caractère personnel dans l'administration fiscale, à vos droits en vertu des dispositions du règlement général sur la protection des données et à vos interlocuteurs pour les questions ayant trait à la protection des données. Vous trouverez cette lettre d'information à l'adresse suivante : <a href="http://www.finanzamt.de">www.finanzamt.de</a> (à la rubrique « <i>Datenschutz</i> / Protection des données ») ou auprès de votre bureau des finances.	
229		
230		
231		
232	Lieu, date	Signature(s) de l'entrepreneur ou du (de la) gérant(e) ou de l'associé(e) habilité(e) à représenter l'entreprise ou de tou(te)s les associé(e)s ou de tou(te)s les détenteurs (détentrices) de participations ou du / de la (des) représentant(e)(s) ou mandataire(s)
233		
234		
235		
236		
237		
238		
239		
240		

# Notice explicative pour remplir le formulaire d'enregistrement au regard de la TVA des entrepreneurs établis à l'étranger

## Remarques générales

Vous devez remplir le formulaire d'enregistrement au regard de la TVA des entrepreneurs établis à l'étranger, quelle que soit votre forme juridique, si vous êtes établi à l'étranger et que vous ne disposez pas d'établissement stable en Allemagne. Si vous avez un établissement stable en Allemagne, merci de bien vouloir utiliser le formulaire d'enregistrement fiscal prévu pour votre forme juridique. Vous trouverez auprès de votre bureau des finances ou sur Internet des informations générales et des brochures sur les obligations fiscales qui résultent d'une activité d'entreprise. Votre bureau des finances (voir explications relatives à la ligne 1) se tient à votre entière disposition pour répondre à toutes vos questions. Veuillez vous adresser à un conseiller fiscal pour tout conseil personnalisé. Les formulaires d'enregistrement fiscal déposés sur support papier sont scannés et traités par voie électronique dans les bureaux des finances. Nous vous prions par conséquent de bien vouloir

- respecter les champs et écrire en majuscules d'imprimerie si vous remplissez les formulaires à la main,
- ne pas utiliser de cachets (d'entreprise), par exemple pour indiquer les adresses et
- ne pas rayer, annuler ou remplir avec d'autres mentions les champs vides.

Merci de bien indiquer les dates comme suit : JJ.MM.AAAA (J = jour, M = mois, A = année, par exemple 24.06.2022). Les numéros fiscaux doivent être indiqués sans séparateurs.

## Formulaire

### Informations générales

#### Ligne 1

Selon l'article 21 du Code des impôts, en lien avec le règlement relatif à la répartition des compétences en matière d'imposition à la TVA, les entrepreneurs dont le domicile, le siège ou la direction se trouvent en dehors du champ d'application de la loi sur la TVA relèvent de la compétence centralisée de certains bureaux des finances. Des informations sur ce sujet sont disponibles auprès de l'Office central fédéral des impôts ([www.bzst.de](http://www.bzst.de) à la rubrique : Unternehmen (Entreprises) → Identifikationsnummern (Numéros d'identification) → Umsatzsteuer-IdNr. (Numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée) → USt-IdNr. (Numéro d'identification TVA) → Zuständigkeitsübersicht (Aperçu des compétences)).

#### Lignes 37 à 79

##### Pouvoir de représentation (lignes 37 à 48)

Si l'entreprise se fait représenter par un conseil fiscal (article 80, paragraphe 1 du Code des impôts), merci de bien vouloir fournir les coordonnées de celui-ci.

##### Procuration de réception (lignes 63 à 79)

L'entreprise peut désigner un mandataire habilité à recevoir des notifications, qui peut par exemple être son conseil fiscal. Si cela est souhaité, merci de bien vouloir fournir les coordonnées de ce mandataire.

**Dans les cas visés à l'article 22f, paragraphe 1, phrase 2 de la loi sur la TVA**, les entrepreneurs qui n'ont pas leur domicile, leur résidence habituelle, leur siège ou leur direction en République fédérale d'Allemagne, dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un État auquel l'accord sur l'Espace économique européen est applicable doivent désigner, lorsqu'ils demandent à être enregistrés à des fins fiscales, un mandataire habilité à recevoir des notifications en République fédérale d'Allemagne.

#### ATTENTION :

Les procurations de réception ne sont prises en compte que si elles sont transmises séparément ou si elles sont présentées au bureau des finances sous forme électronique par le conseil fiscal par la banque de données des procurations (article 80a, paragraphe 2 du Code des impôts). La présentation électronique d'une procuration de réception par la banque de données des procurations ne peut par ailleurs se faire que conjointement avec un pouvoir de représentation.

#### Lignes 82 à 87

Merci de bien vouloir indiquer l'IBAN ou le numéro de compte ainsi que le titulaire du compte. Pour les remboursements d'impôts par paiement dans des pays en dehors de l'UE / de l'EEE, il est nécessaire d'indiquer le Code BIC ou SWIFT. Dans le cas d'établissements bancaires étrangers, le nom et l'adresse de l'établissement bancaire doivent en outre être indiqués.

#### Ligne 89

Si l'entreprise souhaite participer au système de prélèvement SEPA, merci de bien vouloir joindre au présent formulaire le mandat de débit SEPA. Vous obtiendrez le formulaire de mandat SEPA dans votre bureau des finances ou, le cas échéant, sur le site Internet de votre administration fiscale (que vous trouverez par exemple à l'adresse [www.finanzamt.de](http://www.finanzamt.de) >> cliquez sur votre Land sur la carte >> „Finanzämter“ (Bureaux des finances) >> Vous trouverez sur le site Internet des bureaux des finances le formulaire de mandat SEPA régulièrement à la rubrique „Vordrucke“ ou „Formulare“ (Formulaires) que vous pourrez imprimer).

### Informations sur la déclaration et le reversement de la TVA

#### Lignes 184, 186 et 187

Merci de bien vouloir indiquer le chiffre d'affaires vraisemblable de l'année civile en cours et de l'année suivante (ligne 184). Merci de bien vouloir indiquer le montant prévisible de l'impôt à verser ou l'excédent prévisible de l'année civile en cours (ligne 186). La période pour laquelle une déclaration périodique doit être déposée est fixée en fonction de l'impôt vraisemblable de l'année civile en cours. Si l'impôt est vraisemblablement supérieur à 7 500 euros, c'est le mois calendaire qui est la période pour laquelle une déclaration périodique doit être déposée. Si l'impôt n'est vraisemblablement pas supérieur à 7 500 euros, la déclaration périodique doit être déposée chaque trimestre. Si un excédent supérieur à 7 500 euros doit vraisemblablement être enregistré pour l'année civile en cours, le mois calendaire peut être choisi à la place du trimestre civil en tant que période pour laquelle une déclaration périodique doit être déposée (article 18, paragraphe 2a, phrase 1, en lien avec l'article 2, paragraphe 2, phrase 6 de la loi sur la TVA) (ligne 187).

#### **ATTENTION :**

N'oubliez pas de transmettre au bureau des finances une déclaration périodique électronique au plus tard le 10<sup>ème</sup> jour du mois suivant la période pour laquelle une déclaration périodique doit être déposée. Vous trouverez un aperçu des logiciels appropriés à l'adresse <https://www.elster.de/elsterweb/softwareprodukt>. Pour la transmission électronique, vous avez besoin, pour des raisons de sécurité, d'un fichier de certificat, que vous trouverez à l'adresse [www.elster.de](http://www.elster.de).

#### **Lignes 198 à 202**

Merci de bien vouloir indiquer si vous calculez la TVA d'après les rémunérations convenues ou si vous demandez le droit de la calculer d'après les rémunérations perçues.

##### **Rémunérations convenues (imposition théorique)**

Dans le cas du calcul de la TVA d'après les rémunération convenues, vous déclarez la TVA, indépendamment de l'encaissement, pour la période pour laquelle une déclaration périodique doit être déposée au cours de laquelle les livraisons et autres services ont été effectués. La TVA sur les acomptes doit cependant être déclarée dès la période pour laquelle une déclaration périodique doit être déposée au cours de laquelle ils sont perçus.

##### **Rémunérations perçues (imposition réelle)**

Dans le cas de l'imposition d'après les rémunérations perçues, la taxe sur les livraisons et autres services est due une fois que la période pour laquelle une déclaration périodique doit être déposée au cours de laquelle les rémunérations ont été perçues est écoulée.

#### **ATTENTION :**

Pour l'imposition d'après les rémunérations perçues, aucune limite de chiffre d'affaires ne s'applique aux membres des professions libérales (par exemple : architectes, praticiens de santé, journalistes) qui calculent leur bénéfice au moyen de la comptabilité de caisse. Cela vaut également lorsque le redevable tient une liste des postes non soldés afin de surveiller les factures non soldées. L'imposition d'après les rémunérations perçues ne peut être accordée aux commerçants que si le chiffre d'affaires total (chiffre d'affaires net) de l'année civile précédente n'a pas dépassé 600 000 euros. L'année de l'ouverture de l'établissement, c'est le chiffre d'affaires total extrapolé à l'année civile qui doit être pris en compte.

#### **Lignes 212 à 221**

Merci de bien vouloir indiquer si

- l'entreprise a besoin d'un numéro d'identification TVA ou si
- l'entreprise a déjà obtenu un numéro d'identification TVA pour une activité antérieure.

Le numéro d'identification TVA est attribué par l'Office central fédéral des impôts. Si vous indiquez lors de votre nouvel enregistrement fiscal que vous avez besoin d'un numéro d'identification TVA, le bureau des finances, une fois qu'il a enregistré l'entreprise au regard de la TVA, fait suivre votre demande, accompagnée des informations nécessaires à l'attribution, à l'Office central fédéral des impôts.

#### **Ligne 225**

Le numéro EORI (Economic Operators' Registration and identification number) est nécessaire pour les entrepreneurs qui, dans le cadre de leur activité, traitent d'opérations relevant du droit douanier (par exemple des importations et / ou des livraisons à l'exportation). Ce numéro est attribué sur demande par l'Etat membre de l'UE dans lequel l'entrepreneur a son siège social ou (dans le cas d'entrepreneurs établis sur le territoire tiers) dans lequel l'entrepreneur souhaite exercer son activité pour la première fois.

#### **Lignes 227 à 240**

Pour les livraisons effectuées au sein d'un Etat membre par des opérateurs d'interfaces électroniques (article 3, paragraphe 3a, phrase 1 de la loi sur la TVA), les ventes à distance intracommunautaires (article 3c, paragraphe 1, phrases 2 et 3 de la loi sur la TVA) et les autres prestations effectuées par un entrepreneur établi dans un autre Etat membre de l'UE pour des non-entrepreneurs (article 3a, paragraphe 4, phrase 1 de la loi sur la TVA) qui ont leur domicile, leur résidence habituelle ou leur siège en Allemagne, l'entrepreneur est redevable de la TVA en Allemagne.

Cela vaut pour les ventes à distance intracommunautaires (article 3c, paragraphe 1, phrases 2 et 3 de la loi sur la TVA) et les services de télécommunications, les services de radiodiffusion et de télévision ainsi que les autres services fournis par voie électronique, seulement si les conditions d'exception prévues à l'article 3a, paragraphe 5, phrase 3 et à l'article 3c, paragraphe 4, phrase 1 de la loi sur la TVA ne sont pas remplies ou si l'entrepreneur renonce à l'application de l'exception (par analogie avec l'article 3a, paragraphe 5, phrases 4 et 5 et avec l'article 3c, paragraphe 4, phrases 2 et 5 de la loi sur la TVA).

Si la TVA est due en Allemagne, l'entrepreneur doit avoir déposé en principe en Allemagne également des déclarations de TVA pour ces prestations. L'entrepreneur peut toutefois décider de participer à la procédure d'imposition spéciale « Guichet unique » (article 18j de la loi sur la TVA). Le recours à la procédure d'imposition spéciale est possible seulement de manière uniforme pour tous les Etats membres de l'UE dans lesquels l'entrepreneur effectue les prestations mentionnées ci-dessus. Cela vaut pour les autres prestations effectuées pour des non-entrepreneurs seulement pour les Etats membres dans lequel il n'a ni siège, ni établissement stable. La participation à la procédure d'imposition spéciale doit être déclarée à l'autorité compétente de l'Etat d'activité.

#### **Lignes 242 à 247**

Pour les autres prestations imposables en Allemagne effectuées par un entrepreneur non établi sur le territoire de la Communauté pour des non-entrepreneurs, l'entrepreneur est redevable de la TVA en Allemagne.

L'entrepreneur doit en principe déposer en Allemagne des déclarations de TVA pour ces prestations. L'entrepreneur peut toutefois décider de participer à la procédure d'imposition spéciale « Guichet unique » (article 18i de la loi sur la TVA). Le recours à la procédure d'imposition spéciale est possible seulement de manière uniforme pour tous les Etats membres de l'UE dans lesquels l'entrepreneur effectue les prestations mentionnées ci-dessus. La participation à la procédure d'imposition spéciale doit être déclarée à l'autorité compétente d'un Etat membre.

#### **Lignes 249 à 253**

Les entrepreneurs qui envisagent d'effectuer des livraisons de marchandises soumises à la TVA en Allemagne par l'intermédiaire d'interfaces électroniques au sens de l'article 25e, paragraphe 5 de la loi sur la TVA ont besoin d'un numéro d'identification TVA pour justifier de l'enregistrement fiscal vis-à-vis de l'opérateur de l'interface. Dans ce cas, les informations demandées à la ligne 208 ou aux lignes 209 et 210 (numéro d'identification TVA) sont nécessaires. Il convient en outre de remplir également le feuillet Echange de biens sur Internet (FsEEBInternet).

#### **Lignes 255 à 257**

Merci de bien vouloir indiquer si l'entreprise a besoin d'une attestation du bureau des finances selon laquelle elle effectue durablement des travaux de construction et / ou des services de nettoyage de bâtiments et, en tant que bénéficiaire, est redevable de la TVA sur les travaux de construction et / ou sur les services de nettoyage de bâtiments (article 13b, paragraphe 5 de la loi sur la TVA).

L'attestation exige des activités initiales reconnaissables à l'extérieur dans le domaine des travaux de construction ou des services de nettoyages de bâtiments et la prévision que ces travaux de construction ou de nettoyage de bâtiments dépasseront 10 % du chiffre d'affaires mondial réalisé.

#### **Ligne 266**

Si la créance fiscale ne semble pas être en danger, le bureau des finances prolonge d'un mois, sur demande, les délais de transmission des déclarations périodiques (demande de prolongation permanente des délais). En cas d'obligation de transmission de déclarations périodiques, un acompte exceptionnel doit être versé dans le cas d'une prolongation permanente des délais. La demande de prolongation permanente des délais et la déclaration de l'acompte exceptionnel doivent être transmis par voie électronique (article 48, paragraphe 1, phrase 2 du règlement d'application de la TVA).